



France Nature Environnement PACA

*Création de l'association : parution au J.O. du 1er février 1971
Agréée dans un cadre national au titre de l'article L. 141.1 du Code de l'Environnement
Agréée par l'Education Nationale pour l'éducation à l'environnement
Agréée par le Ministère de la Justice*

CONTRIBUTION AU PDR PACA

Le Plan de Développement Rural PACA est la déclinaison régionale du deuxième pilier de la PAC. Ce document a pour objectif de déterminer les aides « ouvertes » en région PACA, en fonction des enjeux ciblés dans l'analyse AFOM (Atouts Faiblesses Opportunités Menaces) du document. Ainsi, les mesures déclinées servent des objectifs identifiés, des opérateurs éligibles (associations, particuliers, parcs, professionnels,...) et le taux de financement FEADER attribué à l'action.

Les premières versions du document ont été mises à disposition du public sur un site collaboratif où chacun peut déposer sa contribution. Des réunions publiques d'informations ont été organisées plusieurs fois en 2013, et une prochaine réunion est prévue pour avril 2014, à la veille de faire parvenir la version finale de ce document à la commission européenne.

Pour un document d'une telle importance, et portant sur des thématiques environnementales, il aurait été judicieux que le conseil régional organise des groupes de travail ou tout au moins des réunions de concertations réunissant les différents acteurs et en particulier, d'inviter les associations de protection de l'environnement à participer à la démarche. Nous constatons avec regret que cela n'a pas été le cas.

C'est donc à travers ce document que nous porterons notre contribution.

BIODIVERSITE :

La région PACA se caractérise par son exceptionnelle biodiversité, en témoignent les nombreux Parcs Nationaux, Régionaux, zones Natura 2000,... Elle est due notamment à sa position géographique, entre montagne et mer et sa correspondance avec le foyer d'endémisme majeur des Alpes du Sud occidentales. Cette biodiversité est à préserver pour différents motifs, tous aussi importants : services éco systémiques, beauté des paysages, matière première pour de nombreuses activités, ...

Le SRCE, un outil au service de la durabilité et de l'adaptation aux changements climatiques à valoriser

La région vient d'élaborer son Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), qui est un outil au service de l'aménagement durable du territoire. Il identifie les corridors écologiques à préserver sur les milieux terrestres et aquatiques (trame verte et bleue). Cependant, ce

document, qui a reçu un avis positif de la part de FNE PACA, a un caractère peu contraignant, tout particulièrement avec les premiers outils d'aménagement du territoire : Les PLU et les SCOT. Le SRCE doit donc être décliné de manière volontaire dans les différents documents de planification et notamment dans le PDR PACA. Pour ce faire, le PDR doit permettre de mobiliser des moyens humains pour l'animation au niveau du territoire pour : D'une part, qu'il soit décliné à l'échelle des PLU et des SCOT et d'autre part pour que les élus, collectivités et techniciens soient formés et accompagnés dans sa mise en œuvre : le SRCE propose un certain nombre d'actions pour faciliter la prise en compte de la biodiversité dans l'aménagement du territoire. Enfin, une animation destinée aux espaces trame verte et bleue doit être mise en place pour informer et sensibiliser la population.

Loups : Connaître, informer, apprendre, innover

La question de la biodiversité nous amène aussi à aborder le sujet des loups et de la nécessaire cohabitation de cette espèce avec le pastoralisme. Le PDR a bien identifié la nécessité de donner les moyens aux éleveurs de protéger efficacement leurs troupeaux face au danger de la prédation par les loups. Ainsi, en termes de préservation de biodiversité, le PDR répond à deux objectifs :

- Permettre le maintien d'une activité de pastoralisme, souvent extensive et utilisant peu d'intrants, qui construit les paysages de nos territoires et maintien une activité agricole indispensable à la vie des communes
- Laisser la possibilité aux loups de reconquérir un territoire en y apportant leur contribution à l'équilibre de nos écosystèmes pour une meilleure durabilité.

Cependant, pour arriver à une protection efficiente qui soit adaptée à nos systèmes pastoraux, la recherche, l'innovation et l'échange d'expériences et la construction d'une vision partagée de cette problématique sont des conditions sine qua none de la réussite. Aussi faut-il :

- D'une part, s'affranchir des conséquences sociales et économiques, souvent lourdes et toujours inutiles, d'une recolonisation par le loup de territoires non préparés à faire face à l'irruption de l'espèce et au retour de la grande prédation. L'anticipation de la mise en œuvre des aides sur les fronts de recolonisation potentiels, le partage sur le terrain, avec les différents acteurs, de la connaissance du prédateur, de l'état et de la dynamique de sa population, des formes de prédation, des différentes réponses apportées à cette problématique sont autant de composantes indispensables d'une démarche novatrice visant à déclencher une dynamique locale.
- D'autre part, il s'avère que le seul dédommagement financier reste, pour l'éleveur, un dispositif insuffisant pour supporter le « poids du loup ». Ce dernier n'est effectivement pas seulement économique, il est encore social et culturel et politique. Ainsi doit-il être partagé par l'ensemble des citoyens tant au niveau national que local. La mise en place sur le terrain d'un appui technique adapté, régulier pour maîtriser la protection et faciliter l'émergence d'un accompagnement social et culturel est devenue nécessaire. Sur place l'organisation de pratiques sociales prenant la forme de groupes de paroles, d'ateliers techniques d'échanges, de formations, de conférences, de voyages de formation devraient être soutenues. Elles viseraient la

construction d'une vision partagée de la problématique et la mise au point de solutions nouvelles ad hoc adoptées et soutenues par toutes les composantes du tissu local. Quelques parcs naturels régionaux, trop rares, ont ouvert avec succès la voie de telles expériences qui restent à poursuivre et à multiplier.

L'Etat met à disposition des territoires touchés des outils d'aide aux éleveurs mais leur degré de mise en œuvre et le niveau d'efficacité souhaité par tous, ne peuvent être atteints sans que les ressources humaines locales, en présence, s'organisent de manière à constituer un cadre d'application optimale des dispositifs disponibles. Ce type d'initiative reste à encourager et à soutenir.

- Enfin, dans certaines contrées, les modes de protection actuellement connus se montrent parfois peu efficaces. Il conviendrait alors d'identifier les facteurs d'une vulnérabilité particulière du système pastoral à la prédation pour leur opposer une mise en œuvre des outils de protection différente et plus adaptée. Cette réalité nécessite, que dans ce domaine, soit relancée la recherche pluridisciplinaire. En s'appuyant sur une méthode commune elle n'en serait pas moins régionalisée, visant des systèmes pastoraux territorialisés bien identifiés (cf. Anne-Laure Plisson EPHE 2011).

Le PDR doit permettre à la région d'intensifier et d'améliorer les actions mises en œuvre pour cohabiter avec les loups. Des solutions existent ou sont encore à inventer, mais il nous faut mettre les moyens nécessaires à leur réalisation. Dans un contexte français défaitiste où il apparaît que certains souhaitent pouvoir abattre plus de loups, nous affirmons que nous nous devons de lui donner toute sa place, et que cela demande de l'intelligence, des échanges et une construction collective.

Agriculture et biodiversité

Du point de vue du rapport entre l'agriculture et la biodiversité, il est important de souligner le caractère singulier des hautes vallées alpines. Elles constituent aujourd'hui une sorte de conservatoire spontané du vivant, aux enjeux forts, dans la mesure où la réforme agraire de 1958, quand elle n'a pas entraîné l'abandon des terres, n'a pas non plus su imposer des pratiques de standardisation et d'intensification érosives de la biodiversité sauvage, des cultivars et du cheptel domestique.

Ainsi avec le temps, en « zone montagne », se concentre plus de la moitié des surfaces en herbe de la France. Les prairies de fauche naturelles à très forte biodiversité y sont devenues une quasi exclusivité. Des cultivars à forte valeur patrimoniale, recensés par l'INRA, y demeurent encore mais de manière confidentielle.

Cette situation est un atout pour le futur à condition que se maintienne les activités agricoles et selon des modes et dans un contexte social et culturel qui en ferait un volet économique et écologique reconnu et valorisé au niveau local, national et transnational.

Art 28 "Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes (biodiversité, eau, gestion des sols), tributaires de l'agriculture et de la foresterie » (p167) :

Les MAEC sont traitées dans le paragraphe biodiversité, bien qu'elles concernent également les thématiques de l'eau, de l'usage des terres et du changement des pratiques agricoles afin

de répondre aux pressions environnementales et de maintenir les pratiques favorables à la biodiversité.

Elles doivent contribuer aux objectifs transversaux, et nous serons vigilants dans l'avenir au résultat de l'étude actuellement en cours au niveau national, sur la définition des zones à haute valeur environnementale, afin que ces zones soient effectivement créées en PACA, qui permettront l'ouverture à certaines mesures du PDR.

Les MAEC devront contribuer à la mise en place des trames vertes et bleues définies dans le SRCE.

De plus, tout au long du document, les notions de performance économiques et écologiques sont mises en avant, mettant systématiquement l'écologique en second point. En termes d'adaptations aux changements climatiques, ce second point est pourtant primordial et il serait bon qu'il soit traité sur un pied d'égalité avec l'économique.

MAEC - Système de polyculture élevage

Ce système est à renforcer car il conduit à un type d'exploitation polythématique qui est bien dans l'optique écologique de l'agroécologie

MAEC Systèmes herbagers et/ou pastoraux – création d'une nouvelle mesure

Attention à la sensibilité des prairies de fauche naturelles traditionnelle qu'il faut préserver d'une reconversion en pâture.

Attention aux aides accordées au pastoralisme très extensif. Elles sont parfois réabsorbées par les bailleurs des alpages, propriétaires privés ou communes, qui augmentent les tarifs de location en fonction. Les éleveurs sont alors tentés de rentabiliser la location en surchargeant l'alpage. Quant à l'aide financière plus ou moins happée par le bailleur, elle se trouve réinjectée dans des investissements étrangers à la visée agri environnementale.

Il conviendrait alors que des diagnostics éco pastoraux définissant précisément, entre autres caractéristiques des zones herbagères intermédiaires ou des alpages, les charges limites à respecter et les mesures agro-environnementales à adopter, soient impérativement réalisés avant l'établissement des baux de location et que ceux-ci soient mis en cohérence avec les termes des diagnostics.

Engagement sur les Infrastructures Agro-Ecologiques (EU IAE)

Aux haies, arbres isolés, alignements d'arbres têtards, lisières de bois ... il convient d'ajouter d'autre IAE caractéristique de la zone de haute montagne : les clapiers d'épierrage, les murets de soutènement en pierres sèches, les canaux d'irrigation gravitaires. Outre que ces éléments structurent le paysage traditionnel historique de la montagne, ils abritent des milieux associés et constituent niches naturelles spécifiques pour certains auxiliaires de l'agriculture.

Dans le cas où les murets et les canaux nécessitent des travaux de réhabilitation importants du point de vue de leur coût et de leur logistique, l'aide accordée à l'agriculteur pourrait ne viser que la mobilisation, l'organisation et le suivi d'un chantier d'éco volontaires habilités.

L'éco volontariat est en outre une des réponses au nécessaire rapprochement entre les ruraux et les citoyens. Atteindre l'opinion publique « pour lui faire connaître les fonctions de l'agriculture de montagne et pour susciter son intérêt » est un des objectifs proposés par le protocole agricole de la Convention alpine.

HERBE 07 – Maintien de la richesse floristique d'une prairie naturelle

Il s'agit d'un enjeu majeur de la zone montagne dans la mesure où, sous la pression de l'intensification des productions, l'essentiel des prairies de fauche naturelle a été éliminé de la plaine à partir des années 70. En zone montagne ces prairies sont ainsi devenues un réservoir spécifique et significatif d'une biodiversité naturelle qui s'amenuise (flore, entomofaune et avifaune prairiales). Du fait qu'elles caractérisent l'agriculture de montagne, que leur diversité floristique contribue à la qualité des produits de terroir et à la santé du bétail (plus grande appétence et richesse incontestée en oligoéléments...), qu'elles autorisent un développement important de l'apiculture, qu'elles structurent le paysage traditionnel et historique ; leur maintien est essentiel (Cf. Convention alpine).

Leur physionomie leurs cortèges floristiques sont liés au maintien du cycle complet de la fauche intégrant une fumure modérée, une scarification de printemps (pour la diversification des espèces végétales), un arrosage gravitaire et une fauche plutôt tardive auquel peut s'ajouter un pâturage léger de retour d'estive. Ce dernier peut palier à l'absence de fumure régulière.

Ces opérations nécessitent un temps de travail important mais le maintien en bon état de ces prairies peut s'accommoder de la suspension provisoire d'une des étapes du cycle, y compris de celle de la récolte. Il semble que sur une durée de 5 ans, les différentes étapes doivent être réalisées au moins deux fois. Ce choix est déjà une réalité chez certains agriculteurs où l'exploitation de certaines parcelles, rendue très difficile par la pente ou l'éloignement, n'est réalisée que lors des années où la production, du fait des aléas climatiques, s'avère insuffisante sur le parcellaire habituel. Du fait d'une moindre sollicitation du parcellaire difficile à travailler, il peut s'y trouver des prairies dans un état de conservation tout à fait remarquable sans que ce soit une règle.

La céréalisation, jusqu'à présent bien encouragée par les aides de la PAC, continue d'être un facteur de disparition des prairies de fauche permanentes naturelles, y compris jusque vers 1600m d'altitude, c'est-à-dire en zone haute montagne. Pour une bonne part, cette production entre dans les compléments alimentaires du cheptel pour intensifier les productions de viande et de lait et palier à la hausse des cours sur les céréales.

La reconversion des élevages bovins laitiers en bovins viande est une autre tendance actuelle qui menace la conservation du capital des prairies permanentes (qu'il s'agisse d'un capital aussi bien du point de vue de l'entreprise agricole que de celui de la biodiversité du territoire alpin et européen). Cette tendance résulte, entre autres facteurs, des aléas locaux de la filière de transformation du lait lorsqu'elle ne bénéficie pas de la sécurité marchande offerte par une AOC, de l'établissement réglementaire et inadapté à la montagne des quotas laitiers, de la volonté de l'éleveur de passer à une production plus importante sans avoir recours à une augmentation des moyens humains dont il dispose, compte tenu de la faible rentabilité de son exploitation. Les prairies de fauche sont alors en

partie reconverties en pâturage (perte de biodiversité mesurée et avérée (notamment par tallage des plantes, asphyxie des plantes à bulbes, fumure incontrôlée, modification de l'entomofaune et de l'avifaune).

Cette reconversion engendre la transhumance inverse des bêtes à viande, trop nombreuses pour passer l'hiver en montagne à être nourries par un fourrage local devenu insuffisant. Elles sont envoyées en hivernage dans les pâtures des contrées du sud. Certes, le cheptel ainsi transhumé passe la totalité de l'année en plein air sur des pâturages naturels. Ainsi, il nécessite moins de recours aux traitements sanitaires et offrant à terme une meilleure qualité des produits y compris sur le plan du respect de l'environnement.

Cependant, sur le site de l'exploitation en zone montagne, l'abandon des écuries entraîne la disparition locale de la production de fumier jusque-là garantie par les laitières durant l'hiver et une carence de cette fumure dédiée à l'équilibre des prairies de fauche encore utilisées comme telles. La conservation des prairies de fauche naturelles va donc de pair avec le maintien in situ de l'élevage laitier traditionnel. L'abandon des écuries entraîne également la disparition des hirondelles de cheminée ou hirondelles rustiques.

L'ensemble des aides dévolues aux prairies naturelles et plus largement aux systèmes herbagers et/ou pastoraux doivent pouvoir s'appuyer sur une hiérarchisation des enjeux et moduler les aides en distinguant les prairies de fauches des prairies pâturées non fauchées, des alpages et des pâturages d'intersaison. Il s'agit d'éviter le télescopage des aides accordées à l'usage de ces différents espaces et les effets pervers que cela est susceptible d'engendrer. Enfin le montant des aides doit être particulièrement incitatif, ne pas s'appuyer exclusivement sur la valeur du travail fourni mais parfois aussi sur le niveau des enjeux.

MAEC Conservation de la biodiversité génétique : préservation des ressources végétales menacées d'érosion.

La zone montagne demeure un bon gisement de cultivars anciens, (céréales, légumineuses, fruitiers) mais le plus souvent répartis de manière sporadique et confidentielle. Leurs stocks restent trop faibles pour permettre une mise en production immédiate. Cette situation les maintient dans une vulnérabilité dommageable et à l'écart de toute mise en valeur.

Certaines variétés céréalières dont les stocks de semences ont été regonflés par quelques personnes avisées ont pu être remises en culture jusqu'à alimenter des petites filières de transformation et de consommation. Pour bien d'autres, il s'agirait dans un premier temps de **soutenir le développement des stocks** afin de pouvoir passer à une véritable mise en culture de production par les agriculteurs. Cette phase préalable doit pouvoir être éligible au dispositif financier des MAEC même si elle n'est pas directement conduite par l'agriculteur. On peut imaginer alors **la certification d'un partenariat** entre ce dernier, une organisation non gouvernementale, une structure territoriale, un établissement d'enseignement ou un particulier habilités sur la base de critères qui restent à définir. Le recours à l'éco volontariat ne peut être exclu de cette perspective.

Les enjeux sont importants car s'agissant des céréales, on note que les variétés anciennes se caractérisent par des qualités de gluten qui ne posent pas de problèmes d'assimilation

comme ceux générés par les glutens des variétés récentes. Par ailleurs les cultivars anciens liés aux terroirs des alpes du sud sont adaptés à des conditions climatiques sévères certains districts se caractérisant par la présence d'un seuil d'aridité comme celui du Briançonnais. A l'avenir ils pourraient permettre de **pallier les changements globaux**.

Des variétés anciennes de luzernes et de sainfoin capables de se maintenir en place de très nombreuses années sans qu'il soit besoin de procéder aux semailles tous les trois ans existent encore et permettent de réaliser des économies substantielles en termes de temps, d'énergie et de coût des semences. Ces variétés possèdent entre autres les caractéristiques de produire beaucoup de nectar et favorisent la présence d'insectes de la production de miel, ce qui n'est pas le cas de nouvelles variétés. Des légumineuses de table rustiques et goûteuses pourraient diversifier et caractériser les productions maraîchères de montagne et **enrichir les circuits courts** (fèves de Briançon, cocos de Vallouise, pois...). Voici autant de cibles des MAEC dont la phase de développement préalable doit être reconnue et encouragée que les productions sensibles mais déjà en place.

MAEC à enjeux localisés : création d'un nouvel engagement unitaire « zone humide »

Nous nous réjouissons que le PDR se soit emparé de cet engagement unitaire. En effet, la préservation des zones humides est un enjeu essentiel pour la biodiversité et pour le bon fonctionnement hydrologique et écologique des rivières. Le PDR évoque la possibilité de compléter cette mesure avec l'EU « zéro ferti ». Nous sommes tout à fait favorables à ce cumul et souhaitons qu'il soit fortement encouragé.

EAU ET CHANGEMENT CLIMATIQUES : DES ENJEUX FORTS

En 2009, en partenariat avec l'Agence de l'Eau et l'Etat, la Région a initié le Schéma d'Orientation pour une Utilisation Raisonnable et Solidaire de la Ressource en Eau, le SOURSE. Cette démarche de concertation participative et prospective à l'horizon 2030 a permis d'aboutir à un diagnostic partagé qui a mis en exergue les principaux enjeux de la gestion de l'eau en Provence Alpes Côte d'Azur. Une stratégie à l'échelle du territoire régional a pu être établie à l'issue du processus de co-construction. Deux objectifs majeurs : Garantir durablement l'accès à l'eau pour tous en PACA et définir les conditions d'une gouvernance régionale de l'eau. Le monde agricole s'est ensuite saisi du SOURSE et de sa méthode de travail pour réfléchir sur ses pratiques d'irrigation et établir le SRHA (Schéma Régional Hydraulique Agricole). Il y a là une prise de conscience chez certains acteurs agricoles que nous souhaitons saluer et encourager.

La région est soumise à un climat plutôt sec et d'après les modélisations climatiques, devrait connaître des températures moyennes en hausse, un volume de précipitation moindre, avec des différences plus ou moins marquées selon les territoires et les saisons. Ces évolutions impacteront d'autant plus les milieux déjà fragilisés du fait des pressions anthropiques ou même des premiers changements climatiques constatés. C'est pourquoi, les actions portant sur l'eau doivent comprendre un volet d'adaptation des activités forestières, agricoles, touristiques,... au changement climatique. Il ne sera pas possible de puiser plus dans des ressources en eau déjà fortement utilisées. Tout en gardant à l'esprit que ces activités ont besoin d'eau, il s'agit de remettre en question certaines pratiques. Pour l'agriculture en

particulier, certaines pratiques agricoles et certaines cultures devront être améliorées ou abandonnées dans le but d'utiliser au mieux les potentiels des territoires et des volumes d'eau les plus faibles possibles.

Article 17 : « Moderniser les infrastructures hydrauliques agricoles et créer des ouvrages de substitution pour réduire la pression sur la ressource en eau » (taux de financement FEADER : 50%) et « Répondre aux enjeux du changement climatique par le développement de réseaux hydrauliques agricoles » (taux de financement FEADER 40%)

Ces financements permettront une optimisation de la ressource en eau. Il est effectivement impératif que cette ressource précieuse soit utilisée au mieux, d'autant plus que les modélisations sur les changements climatiques confirment une tendance forte de baisse des précipitations, donc une ressource en eau qui sera de moins en moins mobilisable.

La conversion de réseaux gravitaires en réseau sous pression permettra de prélever au plus juste l'eau nécessaire à l'agriculture. Cependant, cette mesure n'est pas à adapter partout. En effet, dans certains cas les canaux existants alimentent des milieux riches et participent à la recharge de nappe. Nous souhaitons attirer l'attention sur le fait que dans les milieux montagnards, l'aspersion n'est pas un système adapté car elle refroidit le sol, augmente la durée de germination et affaiblit les cultures. De plus, on note la présence de « marais de pente », qui sont en interaction avec les canaux d'irrigation, jouant le rôle de zone tampon lors de pluies importantes, et restituant l'eau aux canaux lors des périodes plus sèches. Cette technique est donc à développer au cas par cas, en tenant compte des spécificités du territoire. Nous demandons également de débloquer des possibilités de financement pour **l'engagement unitaire IRRIG_03** qui a pour objectif de maintenir l'irrigation gravitaire traditionnelle par submersion ou à la raie, qui nécessite une présence importante pour sa mise en œuvre et sa surveillance. Cette mesure répond ainsi à un enjeu de biodiversité et un enjeu paysage.

Par contre, nous ne sommes pas favorables aux projets de création d'ouvrage de substitution de prélèvement par transfert, ni même aux projets de création d'ouvrage de retenue (retenue collinaire, bassin de stockage). La région PACA s'est investie dans des programmes tels que le SOURCE pour croiser les modélisations prédictives sur les changements climatiques, indiquant des températures moyennes en hausse, des précipitations moyennes en baisse, avec des différences plus ou moins marquées selon les territoires et les saisons. Cette étude sérieuse doit être prise en compte et le PDR ne peut pas envisager comme solution pérenne de puiser plus encore dans ces ressources en créant de nouvelles retenues et de nouveaux ouvrages. De plus, le plan de bassin du comité de bassin Rhône Méditerranée met en garde contre la mal-adaptation, c'est à dire l'adaptation qui consisterait à s'équiper d'infrastructures impactantes et coûteuses, qui deviendraient inutiles en raison des impacts des changements climatiques.

Rappelons également qu'existent déjà actuellement, des tensions fortes sur les ressources dites sécurisées : les utilisateurs sont nombreux entre agriculteurs, particuliers, infrastructures touristiques, production d'hydro-électricité. La conciliation de tous les enjeux dans ces zones est déjà difficile et il n'est pas raisonnablement envisageable d'augmenter cette pression.

Enfin, le stockage de l'eau dans les retenues collinaires est une fausse bonne idée : la bonne qualité écologique de nos rivières (et particulièrement des rivières en tresse) nécessite un fonctionnement hydrologique particulier, avec un système de crues et de décrues. Les nombreux aménagements anthropiques faits pour gagner de l'espace sur la rivière, réalisés en premier pour gagner des terres agricoles, puis pour permettre l'expansion de l'urbanisation, les extractions de gravats, les digues,... affectent fortement la qualité de nos cours d'eau et de fait, diminuent les services éco-systémiques (capacité d'épuration de l'eau notamment). La création de nouvelles retenues collinaires doit donc être conditionnée par la nécessité de diminuer les crues dans les zones à risque identifiées, les retenues jouant alors le rôle de zone tampon lors d'épisodes pluvieux violents.

En règle générale, les efforts et les économies d'eau que nous devons parvenir à réaliser sont d'abord au bénéfice des milieux naturels. Les économies d'eau ont bien pour objectif de préserver et de restaurer les milieux, d'augmenter leur résilience dans le contexte de changement climatique et par extension, de préserver les activités que notre société exerce dans ces milieux. Cet objectif de sobriété hydraulique doit nous garder d'imaginer des transferts d'eau d'un bassin à un autre, même si cela existe déjà ponctuellement. Avec les changements climatiques, les transferts d'eau ne feraient qu'améliorer très provisoirement un cours d'eau au détriment immédiat et durable d'un autre. Ils auraient pu être imaginés dans certains cas majeurs, comme solution d'urgence, ponctuelle, mais le coût de ces infrastructures nécessite que les projets soient pensés comme des aménagements pérennes. L'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques se fera de manière durable en favorisant des cultures adaptées au contexte climatique, hydrologique et géologique local et en respectant leur nature sobre en eau. En PACA, on parle de plus en plus d'irriguer des cultures traditionnellement sèches (lavandes, oliviers,...). Cela constitue une aberration dans le contexte actuel. Il s'agit également de favoriser des variétés rustiques moins gourmandes en eau (cf. MAEC conservation de la biodiversité génétique), de développer des techniques culturales, l'agriculture sèche,...

L'extension de canaux répond trop souvent au problème de l'urbanisation des terres irrigables. Ainsi, les canaux servent aussi à arroser les jardins de particuliers et souffrent d'un manque d'entretien puisque les riverains n'assument pas (par ignorance bien souvent), la tâche d'entretenir les canaux. La charge financière et l'organisation de l'entretien reviennent aux syndicats gestionnaires des canaux qui ont du mal à faire face à cette situation. C'est pourquoi, l'aide doit être conditionnée à des politiques volontaristes fortes de maîtriser l'expansion urbaine (création de Zones Agricoles Protégées notamment).

LES FORETS, ECOSYSTEMES A VALORISER ET A ADAPTER

Avec près de 50% de son territoire couvert par la forêt, la région se doit d'avoir une politique volontariste de préservation, d'adaptation et de pérennisation de la forêt et des activités liées.

Les pratiques forestières doivent s'adapter de façon à favoriser et pérenniser une biodiversité fonctionnelle pour la forêt : Celle-ci rend de nombreux services éco-systémiques et joue un

rôle important notamment en ce qui concerne le cycle de l'eau : La forêt produit des sols capables de modifier le cheminement des eaux : la partie supérieure des sols forestiers est essentiellement formée de résidus organiques peu décomposés et peu structurés. Cette couche d'humus très filtrante possède une capacité de rétention d'eau importante. En cas d'inondation, elle absorbe l'eau et limite les risques de crues, ce qui est un facteur non négligeable dans notre région.

La forêt a également une fonction de filtration et de dépollution de l'eau. En outre, les racines vivantes constituent un réseau hydraulique privilégié, notamment pour la fraction des eaux écoulées le long du tronc. Les cavités qui demeurent après le pourrissement des racines forment un ensemble de galeries qui facilitent la circulation de l'eau dans le sol. Ainsi, la forêt peut ralentir et retenir jusqu'à 20% de l'écoulement des eaux. Elle a donc un rôle prépondérant dans la lutte contre les inondations en permettant à l'eau de s'infiltrer dans le sol, et assure ainsi la "recharge" de réservoirs souterrains qui pourront ensuite alimenter des sources.

Ensuite, elle joue un rôle important dans la régulation de la production de sédiments transportés par nos rivières et donc dans leur équilibre dynamique (rapport débit liquide / débit solide), équilibre indispensable à la bonne qualité écologique de nos cours d'eau. Dans le cadre des évolutions climatiques prévisibles, la gestion de l'eau, en lien avec la gestion forestière, doit devenir une priorité.

Enfin, elle est une protection contre le vent et exerce un effet atténuateur du réchauffement climatique.

En ce qui concerne le peuplement des forêts, nous avons surtout de jeunes massifs qui datent de la déprise agricole. La reforestation naturelle est encore en cours. Beaucoup de pins sylvestres et de pin maritimes peuplent nos forêts. Ils présentent l'inconvénient d'être peu adaptés à la sécheresse et sont donc fragilisés, développant des maladies et étant plus sensibles aux parasites. Plus haut, le Pins Cembro résistent mal eux aussi et leur stratégie de reproduction ne leur permettra pas de s'adapter aux sécheresses de plus en plus fréquentes. Ces critères sont à prendre en compte dans le cadre de l'exploitation de la forêt dans un contexte de changements climatiques.

Une inquiétude très forte de la part de FNE PACA et de ses fédérations départementales concerne 2 importants projets de centrale à biomasse. L'une aura un rayon d'approvisionnement de 400km autour de la centrale et l'autre, de 200km, ces deux zones se chevauchant en partie. La première a besoin d'un approvisionnement de 850 000 t de bois et déchets verts, la deuxième de 150 000 t ! Aucune étude n'a été faite quant à la possibilité de fournir suffisamment de bois pour ces deux centrales, tout en maintenant l'activité de la papèterie qui est déjà existante.

Ce projet risque également de compromettre l'approvisionnement en bois des chaudières biomasses existantes ou en projet, ancrés dans le territoire, beaucoup plus valorisantes en terme de gestion locale des forêts et en terme de rendement énergétique. De plus, nous ne soutenons pas le fait de produire de l'électricité avec du bois, car cela présente un très mauvais rendement énergétique.

Sur ce point, il faut également ajouter que le prix du bois fournit aux centrales variera en fonction de sa valeur calorifique. Le bois de chêne ou de châtaignier se vendra plus cher que le pin.

Si l'analyse du PDR prend bien en compte que la demande en plaquettes va bien augmenter dans les 10 prochaines années suite à la réalisation de ces projets, il omet de dire que d'ici 10 ans, la plus importante centrale devra s'approvisionner uniquement sur les ressources locales, soit multiplier par 2 sa pression sur le milieu naturel local.

Si ces projets venaient à se concrétiser, il n'y a pour l'instant que peu de "gardes-fous" contre une destruction des zones de forêt les plus accessibles. Comme le dit l'analyse, si la forêt est aujourd'hui peu exploitée, seuls 37% de la surface totale est facilement exploitable, ce qui risque de concentrer l'exploitation sur certaines zones du territoire, condamnant ces forêts à rester jeune, à faible biodiversité, et à faible capacité de stockage de carbone, voir engendrant un bilan carbone négatif.

Pour ces raisons, nous demandons à ce que le PDR prenne en compte les rôles écologiques très importants que joue la forêt dans notre région, et de mettre en place des mesures qui assurent la pérennisation d'une forêt qui conserverait toutes ses fonctionnalités écosystémiques, que ce soit pour la qualité de l'eau, pour son rôle sur le cycle de l'eau, pour son rôle pour nos rivières, ou encore pour la matière première qu'elle fournit en bois énergie.

Il est nécessaire de mettre en place des mesures pour favoriser son adaptation aux changements climatiques et de la préserver de l'exploitation irraisonnée dont elle est menacée. Le PDR devra également permettre de mobiliser des fonds pour favoriser la replantation d'arbres d'espèces endémiques résistantes à la sécheresse et permettant la production de bois d'œuvre, afin d'avoir des forêts qui soient gérées sur du long terme, plutôt que sur du court terme comme c'est le cas pour le bois énergie. Le PDR doit contribuer à la structuration de la filière bois au niveau régional, en fixant des pourcentages de production pour : bois d'œuvre, bois d'industrie puis, en dernier lieu, bois énergie.

Incohérence sur la mesure proposée : l'article 21 n'est pas une mesure ouverte à la région PACA. Le contenu qui est décliné est plutôt celui de l'article 24 : Prévention et réparation des dommages causés aux forêts par des incendies de forêt, des catastrophes naturelles et des événements catastrophiques.

Article 17 : Investissements physiques – Investissements en faveur des infrastructures en agriculture et foresterie

Il vise à améliorer l'accessibilité des parcelles forestières aux exploitants. Cela va dans la logique de l'amélioration de l'exploitation de la forêt.

Cependant, si les conditions d'éligibilité prennent bien en compte les critères environnementaux, il faudra également veiller à respecter les TVB indiquées dans le SRCE afin de maintenir les couloirs écologiques.

De même, un avis doit être demandé aux syndicats d'aménagement et de gestion de l'eau, afin de respecter les équilibres dynamiques des rivières. En effet, l'exploitation forestière ne doit pas se faire au détriment de la qualité de l'eau.

Ensuite, cette mesure doit particulièrement veiller au respect de la replantation des forêts en espèces adaptées aux changements climatiques, ce qui nécessite également des actions de formation, d'information et de sensibilisation auprès des acteurs forestiers.

Article 24 (21 dans le PDR): Prévention et réparation des dommages causés aux forêts par des incendies de forêt, des catastrophes naturelles et des événements catastrophiques - "Protection contre les risques naturels en forêt de montagne" (p158) (taux de financement FEADER : 53%) et "Reconstitution des peuplements forestiers et remise en état des équipements DFCI sinistrés par les incendies, les catastrophes naturelles et les événements catastrophiques"(p161)

Cet article prend bien en compte le respect des continuités écologiques et du transfert sédimentaire. Encore une fois, le transfert de connaissance et la recherche ont toute leur place pour faire face aux changements climatiques et adapter les peuplements forestiers aux nouvelles conditions, dans un souci de durabilité.

Article 24 (21 dans le PDR) - Investissement dans de nouvelles techniques forestières et dans les secteurs de la transformation et de la commercialisation des produits forestiers - Aide à l'équipement et à la modernisation des entreprises sylvicoles et d'exploitation forestières (taux de financement FEADER : 53%)

La condition d'éligibilité note que la priorité sera accordée aux entreprises engagées dans une démarche, soit de certification, soit de création d'emploi, soit de contractualisation avec la filière aval. Nous demandons à ce que cela ne soit pas une priorité, mais un critère d'éligibilité. De plus, nous souhaitons que le PDR privilégie les fonds favorisant la structuration de la filière bois d'oeuvre et la gestion à long terme de la forêt.

En complément de cet article, nous souhaitons que **l'article 25 "Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers"** soit ouvert à la région PACA, "en vue de fournir des services écosystémiques et/ou de renforcer le caractère d'utilité publique des forêts ou des surfaces boisées de la zone concernée ou d'améliorer le potentiel d'atténuation des changements climatiques que possèdent les écosystèmes, sans exclure des bénéfices économiques à long terme." (article 25 du code du développement rural).

La forêt, de par son rôle dans le cycle de l'eau et pour le stockage de carbone doit faire partie intégrante des stratégies développées pour atténuer les impacts du changement climatique et ne doit pas être réduite à une fonction de production ou de défense contre les risques naturels.

Maintenir un pourcentage forestier important, avec une population d'arbres résistants aux sécheresses et adaptés aux changements climatiques sont des stratégies qui devraient être adoptées par le PDR. De même nous restons vigilants quant au risque de surexploitation et de rajeunissement de la forêt, notamment face aux deux projets de créations de centrale biomasse : Un rajeunissement entraîne une perte de la biodiversité et une diminution de la capacité de stockage du carbone.

Des mesures incitatives à la gestion durable de la forêt sont donc à développer fortement. Nous rejoignons l'avis de l'ONF sur la nécessité de favoriser la production du bois d'oeuvre, et de créer un "Observatoire et suivi des dépérissements forestiers".

De plus, comme l'indique le CRPF dans sa contribution, "les changements climatiques prévisibles risquent d'affecter notablement les peuplements et les forêts de la région. PACA se retrouve en effet en première ligne. Des études sur l'évolution des peuplements, leur régénération, leur résilience, permettront de mieux se préparer...". Ces réflexions nous amènent à demander des mesures spécifiques à développer pour la forêt dans le cadre de **l'article 14 : "Transfert de connaissances et actions d'information" et de l'article 35 « Coopération »**.

USAGE DES TERRES ET TECHNIQUES CULTURALES :

Article 20 - "Soutien à l'émergence de démarches territoriales en faveur de la préservation du foncier agricole et naturel" et "soutien au portage foncier agricole"

Ces mesures sont particulièrement adaptées à la région PACA, dont la forte urbanisation met sérieusement en question l'agriculture dans certains départements. La région est prisée par les particuliers pour son soleil, mais également par les promoteurs qui continuent à installer de nombreuses centrales photovoltaïques.

Ainsi, l'usage des terres agricoles est menacé, et les plaines et les vallées fertiles sont remplacées par des lotissements et des zones commerciales et artisanales. Le développement des infrastructures de transport se font également dans les fonds de vallée, augmentant toujours les pressions.

Ces mesures correspondent bien à une priorité et doivent pouvoir bénéficier de fonds suffisants du FEADER. Dans ce contexte, il est important de faire apparaître un lien entre cette mesure et les trames vertes et bleues identifiées dans le SRCE. Ainsi, ces fonds peuvent également servir à la déclinaison du document à une échelle territoriale plus fine, le document actuel ayant laissé un certain flou dans les délimitations pour laisser aux collectivités territoriales l'espace de s'approprier l'outil et de le décliner plus précisément dans leurs territoires.

Cette aide doit donc être couplée avec celle de l'animation de territoire et de formation des élus et techniciens (voir chapitre biodiversité, SRCE). Dans cette optique, la création de Zones Agricoles Protégées, ayant la possibilité de voir majorer leurs aides en raison de la pression foncière exercée, pourrait encourager et valoriser l'agriculture sur le territoire.

Article 20 - Protection des troupeaux contre le risque de prédation du loup (p148) :

Cette mesure est en effet nécessaire au soutien des éleveurs pour faire face à la contrainte supplémentaire liée à la présence des loups.

Le champ d'application, comme nous l'avons expliqué au paragraphe "loups" dans le thème de la biodiversité, doit être étendu à toutes les zones limitrophes des territoires de présence

permanente des loups, afin que l'éleveur anticipe sa venue, sache élever et dresser les chiens de protection et bénéficie d'un appui technique pour la réalisation de clôture.

Ces mêmes clôtures posent des problèmes d'acceptabilité sociale pour les touristes et les chasseurs. Les activités pastorales peuvent se faire dans des domaines publics et clôturer ces endroits est mal vu par la population qui n'en comprend pas forcément la nécessité.

De même, l'utilisation des chiens de protection des troupeaux nécessite un comportement adapté de la part des passants. C'est pourquoi, cette mesure doit être élargie à la population environnante par des actions de sensibilisation et d'information auprès de la population locale.

Les touristes doivent également être informés par des panneaux de sensibilisation dans les structures d'hébergement.

Nous gardons à l'esprit que le retour des loups doit être pris en compte sur l'ensemble du territoire et par l'ensemble de la population. Nous devons donc impliquer chacun, sensibiliser dans les écoles, communiquer sur les loups, leur mode de fonctionnement,... Sa présence est l'affaire de tous.

L'implication de la population locale doit permettre un soutien de la part de la population envers les éleveurs, une connaissance des comportements des chiens de protection et de la conduite à tenir, et une meilleure acceptation des clôtures de protection. Ces dispositifs doivent également s'accompagner de formation, d'innovation et d'échanges entre les territoires et entre les éleveurs pour valoriser des initiatives réussies en matière de protection.

Article 29 - Agriculture biologique (p208) :

Cette mesure, par sa contribution aux objectifs transversaux de lutte contre la pollution des eaux, la diminution de l'impact agricole sur le changement climatique, l'amélioration de la qualité des sols et la préservation de la biodiversité, la protection de la santé humaine, mérite qu'on lui porte un intérêt particulier et que le taux de financement FEADER favorise la conversion en agriculture biologique et participe au maintien de l'activité en "bio". Nous sommes également favorables au cumul de cette mesure avec les MAEC, étant donné la complémentarité des deux systèmes.